



Avec à leur tête l'ancien leader étudiant camerounais et actuel Président du Conseil Camerounais de la Diaspora (CCD), Robert Waffo Wanto connu sous le surnom de "Général Colin Powel", les Camerounais de l'étranger ont relevé une fois de plus, de manière exemplaire et inoubliable, le pari de la démonstration de force qu'ils s'étaient fixé à l'occasion de cette énième manifestation contre le hold-up électoral auquel a abouti la dernière élection présidentielle dans leur pays d'origine.

Annoncée la semaine dernière pour le samedi 15 décembre sous l'égide de la fameuse et célèbre Brigade Anti Sardinards (BAS), l'expression à Paris par les Camerounais de la diaspora de leur refus du hold-up électoral perpétré au Cameroun en octobre dernier par Paul Biya et sa clique n'a pas dérogé à la règle des manifestations hebdomadaires qui ont régulièrement lieu depuis le lancement par le Pr. Maurice Kamto, du "Programme de Résistance Nationale" contre le vol de sa victoire.

Nonobstant la situation particulièrement tendue en France où près de 70.000 personnes regroupés sous la bannière du mouvement des Gilets Jaunes sont de nouveau descendus dans les rues pour crier leur ras-le bol face à une situation sociopolitique et économique en France où les gouvernants, par dédain semblent en offrir toujours plus aux riches et en ôter de manière inversement proportionnelle aux pauvres, les Camerounais de la diaspora, partis de plusieurs villes de France et d'Europe se sont retrouvés à Paris pour crier leur colère relativement à la

situation dans leur propre pays, à quelques 4.500 kilomètres de là.

D'ailleurs, la manifestation, Place de la République, était placée (par les Camerounais) sous le signe de la solidarité des misères avec les Français en souffrance dont les Gilets Jaunes sont devenus la représentation et le porte-voix. Aussi a-t-on pu noter une sorte de concordance des aspirations entre manifestants camerounais et Gilets Jaunes français : un camerounais criant « Mon pays va mal ! », un autre ajoutant : « On veut que notre président s'en aille, c'est un dictateur ! », et tous s'entendant répondre en écho par un Gilet jaune : « Nous aussi, c'est comme vous ». Même s'il faut cependant relever une certaine dysharmonie au sein de cette "internationale frondeuse", quand on en vient au sujet sur lequel certains Français, invités à l'égoïsme par la misère dans laquelle les plongent leurs gouvernants actuels, semblent plus que chatouilleux. Ainsi du «Ouvrez les frontières, laissez-nous passer !» clamés par des Camerounais et des Africains présents à la marche contre le hold-up électoral au Cameroun, auquel un Gilet jaune répond par un «Ah ben non faut pas pousser», fort insidieusement relevé par nos confrères du Figaro. La manifestation à Paris de plusieurs centaines de Camerounais dans le but de porter le message du peuple camerounais profond aux autorités françaises et autres institutions internationales établies en Hexagone, qui hésitent toujours à prendre des sanctions adéquates à l'encontre du régime de Yaoundé qui brille pourtant par ses excès en matière de violation des droits de l'homme et un penchant criminel à résoudre les problèmes sociaux par la violence militaro-policière, aura été un incontestable succès de nature à raffermir dans leur engagement à mettre fin au régime de Biya, les Camerounais restés au pays qui ne savent plus où donner de la tête face à ce pouvoir qui a non seulement confisqué toutes les ressources du pays pour n'en faire bénéficier qu'à ceux qui se réclament du clan mis en place par le président, mais aussi confisqué jusqu'à leur droit de porter au pouvoir le dirigeant de leur choix.

Les raisons de la colère

A titre de rappel, malgré les fraudes massives orchestrées par le camp du président sortant, malgré les actes d'intimidation et de répression dont les mêmes s'étaient rendus coupables avant, pendant et après le scrutin, l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 avait été remportée à une très courte majorité de 39,74% par le candidat de l'opposition, Maurice Kamto, adulé dans presque tout le pays, y compris dans les fiefs supposés du président sortant Paul Biya, âgé officiellement de 85 ans et au pouvoir depuis 36 ans, qui n'avait récolté que 38,47%. Seulement, l'organe électoral et la Commission de recensement des votes dont les membres sont tous des obligés de Paul Biya, soutenus dans leur forfaiture par le Conseil Constitutionnel -dont 9 membres au moins sur les 11 qu'ils sont- sont des militants du parti au pouvoir, s'est arrangé à gratifier le candidat président sortant d'une incroyable victoire de 71,28%, renvoyant le véritable vainqueur à la seconde place, avec un score risible de 14%. Depuis, ce résultat électoral inadmissible est resté en travers de la gorge des Camerounais qui ne peuvent pas cependant protester sur le territoire national où le président à la fois déchu et reconduit et son armée, soutenus par la France gouvernante et quelques autres puissances internationales peu soucieuses des intérêts des Camerounais en tant que peuple, sont prêts à tuer tout le monde quitte à gouverner un gigantesque cimetière, pourvu que ce soit en toute tranquillité !

Ulrich Hervé Matam, à Paris samedi 15 decembre